

Langrand-Dumonceau, Promoteur d'une puissance financière catholique. Tome V: Chute et liquidation [G. Jacquemyns]

Autor(en): **Lasserre, André**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **16 (1966)**

Heft 4

PDF erstellt am: **17.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

verständlich. Im Mittelpunkt steht immer wieder der Reichsfreiherr von Stein, den Hardenberg letzten Endes ablehnen mußte, da ihre Naturen und dementsprechend ihre Zielsetzungen auseinandergingen. So sei Hardenberg die diplomatischere Natur gewesen, doch habe er nicht «über jene Überzeugungskraft verfügt, die nur in einem echten, unerschütterlichen Glauben wurzelt». Weil Stein über «eine ausgesprochene Reinheit des Wollens» verfügte, gelang es ihm, wirklich bedeutende Persönlichkeiten an sich zu ziehen, während Hardenberg im allgemeinen auf solche verzichten mußte. So wurde zum Beispiel Humboldt nicht zum Minister gemacht, sondern als preußischer Gesandter mit sehr eingeschränktem Aufgabenkreis nach Wien abgeschoben. Nur Scharnhorst blieb Mitarbeiter Hardenbergs, obschon Napoleon eigentlich seine Entlassung gefordert hatte; er verkörperte eben die Reorganisation der Armee, die auch für Hardenberg eine notwendige Voraussetzung für das Erstarken Preußens im Kräftespiel der Großmächte war.

Die Darstellung schließt mit einer allgemeinen Betrachtung, in der die Grenzen dieses Staatsmannes stark betont werden; doch wird zugleich darauf hingewiesen, daß die preußische Geschichte des 19. Jahrhunderts wesentlich durch Hardenberg als durch Stein mitbedingt wurde.

Die Fülle der behandelten Probleme ist so groß, daß vieles, ja wesentliches in einer kurzen Anzeige unerwähnt bleiben muß. Die vorliegende Darstellung darf als ein wertvoller Beitrag zur preußischen Geschichte in einer Zeit harter Bedrängnis gewertet werden.

Winterthur

Werner Ganz

G. JACQUEMYS, *Langrand-Dumonceau, Promoteur d'une puissance financière catholique*. Tome V: *Chute et liquidation*. Bruxelles, Université libre. Institut de sociologie Solvay, 1965. In-8^o, 437 p.

Jamais Napoléon ne fit stratégie plus brillante que dans la campagne de France, dit-on. On ne peut en dire autant des derniers combats du Napoléon de la finance que Jacquemys narre ici¹. L'épopée finit sans gloire en un drame lamentable, sordide même.

Jacquemys reprend l'histoire de Langrand-Dumonceau en 1868, lorsque la vérité commence à filtrer sur ses affaires enchevêtrées, ses bilans truqués, ses fallacieuses promesses, ses dividendes insensés: la *Cote libre* du journaliste Mandel dénonce en effet avec pertinence les manœuvres habiles et frauduleuses du financier et de ses puissants amis. La justice nantie de l'affaire tergiverse, car des milliers d'actionnaires (et quelques administrateurs influents!) risqueraient la ruine si un scandale éclaboussait les populaires entreprises du banquier catholique. Elle termine enfin par un non-lieu. Mais si extérieurement le financier s'en tire à son avantage, l'engrenage dans lequel il était engagé continue inexorablement: non seulement il échoue en fin de compte dans les constructions de chemin de fer qui auraient pu le sauver, car il n'a plus la solidité financière nécessaire, mais surtout il est

¹ V. *Revue suisse d'histoire*, 11 (1961), p. 402; 14 (1964), p. 469; 15 (1965), p. 268.

acculé à des échéances inéluctables. Ne faisant plus d'opérations, Langrand se décide, selon son système éprouvé, à faire endosser les dettes d'une de ses entreprises par une autre. En 1869, c'est l'*International* qui va se charger ainsi du fardeau de l'*Industriel* qu'il veut encore sauver. Sacrifice délibéré de la première banque, que l'assemblée des actionnaires, dûment préparée, accepte sans trop s'agiter ni témoigner de scrupules excessifs à accabler leur société, déjà chancelante, d'un passif de quelque vingt millions de francs. Langrand excelle dans ce genre de manœuvre: son prestige reste immense et il sait user d'attaques publiques et de menaces privées contre ses associés ou complices illustres dont aucun n'est sans tache!... On résiste difficilement à qui détient tant de secrets compromettants et qui pourra même négocier aux heures difficiles des documents qui mettent en cause l'empereur d'Autriche.

Cette décision de l'assemblée de l'*International* l'accule évidemment à la ruine; en mai 1870, la faillite est déclarée. Cette date est un tournant fatal dans la vie du financier: pressés par le ministre de la Justice, Bara, les magistrats s'étaient décidés à intenter un procès à Mandel pour les attaques violentes et incessantes dont il les avait accablés à la suite de son premier procès et du non-lieu qui l'avait terminé. Visiblement, il cherchait de nouveaux débats judiciaires et quand ceux-ci auront lieu pour finir, ils se termineront par l'acquiescement de Mandel, précisément en mai 1870... qui sera suivi de quelques mises à pied retentissantes dans les tribunaux. Pour la première fois la notoriété publique et la réalité des faits se recouvraient. Certaines duperies du financier étaient reconnues officiellement et l'inanité de ses entreprises ne pouvait plus se dissimuler, semble-t-il. C'est donc bien le début de la fin que l'auteur va raconter; non point de manière exhaustive, c'est impossible, mais en relevant les incidents et les procès majeurs dans une suite impressionnante et compliquée d'affaires civiles et pénales qui touchent soit les sociétés de Langrand soit leurs administrateurs que la justice déclarera personnellement responsables.

Jacquemyns poursuit son étude sur deux plans: le politique d'abord, car la personnalité de Langrand et de ses glorieux acolytes sert évidemment de cible aux libéraux contre le parti catholique: c'est le gouvernement d'Anethan et l'interpellation parlementaire de Bara, par exemple, ou les pressions des ministres de la Justice sur les magistrats et les tonitruantes polémiques qui s'étaient dans la presse et les pamphlets.

Quant aux événements d'ordre judiciaire, c'est le récit de la « cascade de faillites et de mises en liquidation » qui mettent les affaires de Langrand au jour, non sans peine et sans lenteurs du reste, à cause de l'incroyable imbroglio de ses affaires enchevêtrées et dispersées dans plusieurs pays. Lui-même échappe à la justice, car il a pris le large, mais d'autres auront moins de chance. L'auteur nous promène ainsi à travers la banqueroute frauduleuse de Langrand, le procès de son secrétaire, Camille Nothomb, l'affaire des faux bilans, etc. Des milliers de pièces passent sous les yeux des experts attentifs et des magistrats. La plus importante enquête porte sur les faux

bilans. Tout le monde est convaincu de la culpabilité des responsables de ces escroqueries, aussi la conclusion en cassation stupéfie-t-elle l'opinion: les faux bilans n'encourent pas de condamnation au sens du code pénal! L'auteur ne cherche pas à expliquer cette étonnante décision, mais on peut deviner que dans les coulisses des influences occultes ont dû jouer, étant donné l'importance politique des prévenus et des enjeux. L'auteur analyse surtout les pièces des procès, et les manœuvres de couloir restent précisément en dehors des documents de tribunal. Il faut donc savoir lire entre les lignes d'un ouvrage qui n'avance que des faits certains et authentifiés. N'oublions pas par exemple, à l'arrière plan, ce cabinet d'Anethan où des «langrandistes» occupent plusieurs sièges ministériels, ou la nomination de de Decker, ami du financier, comme gouverneur de province: dans le parti catholique, on ne pouvait pas trouver d'homme d'Etat en dehors des personnalités compromises dans les affaires du banquier — il savait choisir ses appuis! — et en général à un niveau assez élevé pour qu'ils ne puissent se targuer d'innocence. Les vraies victimes, ce fut les milliers d'actionnaires qui avaient fait confiance à Langrand et à son «mélange d'idées pieuses et criminelles» et avaient prêté 69 millions à fonds perdus! Le financier se souciait du reste fort peu de ces imprudents qu'il abusa de belles paroles jusqu'au bout.

Ce livre termine ainsi la belle étude en cinq volumes que Jacquemyns consacre au grand homme d'affaire belge. Sans celer les défauts et les crapuleries de sa carrière, il sait mettre en valeur son génie de lanceur d'idées: pionnier dans le domaine des assurances, il créa des sociétés qui prospérèrent dans la mesure où elles se séparèrent à temps de lui; grand manieur de la publicité, il annonce aussi le XX^e siècle dans ce domaine. Mais victime peut-être de sa propre propagande, et surtout incapable de continuer une affaire habilement conçue, il mina ses entreprises par des audaces démentielles avant de les avoir assises solidement.

C'est parce que l'auteur a fait preuve des qualités opposées à celles de Langrand qu'il a pu présenter une étude aussi fouillée, aussi minutieuse, aussi scrupuleuse. La contrepartie en est un défaut qui n'a pas touché non plus le financier: un certain manque de synthèse qui rend la lecture difficile et parfois embrouillée; le lecteur a de la peine à situer les événements, l'arrière-plan politique, les différentes sociétés ou les contrats et affaires de Langrand auxquels il est continuellement fait allusion. Certes, un excellent et riche *index rerum* et un répertoire des noms cités dans les cinq volumes sont là pour l'aider, mais quelques notes explicatives en cours d'ouvrage seraient précieuses. Quelques visions générales d'ordre politique ou économique rendraient aussi service. Le grand banquier excellait dans les vastes conceptions d'ensemble destinées à masquer ses manœuvres secrètes aux yeux éblouis des épargnants dévôts. Ici, elles éclaireraient ces mêmes manœuvres désormais exposées à la lumière, mais avec une perspective qui manque de profondeur.

Lausanne

André Lasserre